

page 5 éditorial

PRE

La « victoire » de 1989, alliée à la mondialisation et à la diffusion de technologies nées dans les nations développées, a constitué l'Occident de notre temps : un Occident qui s'est vu universel parce qu'il n'était plus défié. Un Occident qui se décrivait à soi-même l'ouverture des États comme l'alignement sur ses valeurs : les « valeurs du monde », désormais.

D'où une naïveté qui a poussé à imaginer que tous les acteurs du jeu international respecteraient nos règles – hors quelques déviants qu'une coalition de bien-pensants – la « communauté internationale » – ramènerait vite à la raison. Et, par suite, notre étonnement devant ceux qui refusent aujourd'hui nos normes – économiques, commerciales, politiques ou conflictuelles.

D'où, également, un penchant impérial remis à neuf, parce qu'il se pense bienveillant, visant à répandre les bonnes valeurs. Plus brutal pour les néo-conservateurs américains, apôtres du bombardement démocratique ; plus *soft* pour des Européens préférant la suggestion démocratique. Les deux tentations pouvant pourtant s'approprier : voir le cas libyen.

Démocratie et bienveillance, appuyées sur un développement économique libéral, faute de constituer le buttoir final de l'histoire humaine campaient ainsi à l'horizon indépassable de notre temps. Le dossier que *Politique étrangère* consacre à quelques destins africains remet, à cet égard, les pendules à l'heure. Il n'est pas ici question de plonger dans les globalisations afro-optimistes ou afro-pessimistes, mais de suivre, pour quelques pays – Mauritanie, République démocratique du Congo, Centrafrique, Nigéria... –, l'avancée ou le recul des institutions et des procédures démocratiques. Les exemples de ces pays, pour spécifiques qu'ils soient, mettent en évidence deux constats qui questionnent la bonne conscience des missionnaires démocrates.

La démocratie est le produit complexe, instable, d'une base juridique – constitutions, procédures, institutions... –, et d'une tension politique et sociale qui vise à la maintenir, à la développer. Or, dans nombre des pays étudiés ici, le substrat juridique demeure formel, aisément détournable – réformes constitutionnelles, orientation des élections, création de fausses oppositions, etc. Les milieux politiques y jouent, dans leur grande majorité, contre la logique démocratique : les pouvoirs en place pour y rester, les oppositions pour y arriver en y préservant les mêmes mœurs. Et les sociétés civiles y peinent à constituer le vivier politique hors duquel nulle démocratie ne s'enracine.

Le second constat est souvent celui de la naïveté ou de l'hypocrisie des intervenants extérieurs. La bonne volonté de certains acteurs internationaux n'est pas en cause. Mais les pays riches, auto-proclamés vecteurs de la démocratisation, pressés par leur propre temps électoral et médiatique, n'ont au final ni les moyens ni la volonté du long terme. Or le temps de la conversion démocratique est long. Les sociétés africaines n'emprunteront pas forcément notre chemin vers le fonctionnement démocratique ; et elles n'ont cure de la vitesse que nous exigeons d'elles. À ceux qui s'affligeaient déjà dans les années 1990 de la lenteur de la « transition » russe, Mikhaïl Gorbatchev rappelait que près d'un siècle avait séparé en France la Révolution de la stabilisation de la République...

Pour l'Afrique, ce double constat pousse-t-il au fatalisme devant l'entêtement, voire le retour, de l'autoritarisme ? Non. D'abord parce que nombre de pays du continent noir connaissent aujourd'hui un vrai fonctionnement démocratique – au sens occidental du terme. Ensuite parce que la diversité des sociétés africaines, leurs spécificités, empêchent de toute façon le pliage de nos solutions clé en mains : la tenue d'élections n'a hélas, jamais, nulle part, garanti la démocratie... Il nous reste à réinventer une gestion subtile, adaptée, et surtout humble, de nos relations avec des sociétés très différentes des nôtres, et qui ne peuvent inventer leur destin qu'à partir d'elles-mêmes, et dans un temps que nous ne pouvons dicter.

La gestion du cas russe par les pays occidentaux depuis trois décennies relèverait-elle d'un comparable jeu de dupes ? Il était hier chez nous de bon ton de proclamer la fin de la politique de puissance – au profit des valeurs, de l'action de la « communauté internationale »... –, au moment même où Moscou ressentait que nous lui imposions la nôtre. La nôtre ? En gros, celle des États-Unis, obsédés par l'idée de repousser la puissance russe – voir Brzezinski – pour n'en avoir plus jamais peur, idée reprise en mode mineur par les Européens.

Ce que les Européens ne comprennent pas, ne peuvent ou ne veulent pas comprendre, c'est la rémanence à Moscou d'une politique de puissance, alors qu'ils prétendent avoir abdiqué la leur (Washington ne s'embarrassant plus guère de cette timidité). Sans effort pour comprendre la logique russe pourtant, nulle chance que s'améliorent les relations russo-européennes. La vision qu'a Moscou de ses relations avec l'UE, la conception qu'on s'y fait du G7, l'amorce de débat sur l'après Poutine : sur ces trois thèmes, ce numéro de *Politique étrangère* tente d'approcher les logiques russes, dans leur héritage (l'autocratie, le poids de l'idéologie

religieuse, la référence aux valeurs spécifiques de la Russie...), et leur permanence. Non pour les approuver, mais pour rappeler qu'elles sont une réalité, et qu'il vaudrait mieux « faire avec »...

En cette année d'élections au Parlement européen, la proclamation de l'ère post-nationale apparaît pour ce qu'elle est : une pétition de principe idéologique sans prise sur la réalité. Que pensent de cette prétendue disparition des intérêts nationaux – et donc des politiques de puissance qui les défendent – les Français, les Allemands, sans parler des Britanniques, des Grecs, des Polonais ou des Hongrois ? C'est un peu triste, sûrement, après certains rêves, mais l'introuvable multilatéralisme ne peut partir que de la prise en compte des affirmations nationales – qu'est-il d'autre, au vrai, qu'un « accommodement raisonnable » de la puissance ? En Europe même, et ailleurs...

Passionnant est à cet égard le retour sur le G7 (que préside en 2019 la France), un G7 étudié dans les deux contributions du *Contrechamps* du présent numéro. Club héritier des logiques de la bipolarité, a-t-il réussi à muer en forum représentatif des débats du monde d'aujourd'hui ? L'expérience canadienne (Ottawa a présidé l'exercice passé) décrit une machinerie très complexe, cherchant à s'adapter à l'ensemble des problèmes actuels, à la fois souple et déstructurée. L'approche russe, cinq ans après l'exclusion de Moscou du club, décrit un organe décalé, loin des rapports effectifs de pouvoir dans le monde.

Le débat est central : il doit nous aider à apprécier le rôle que pourrait jouer « la diplomatie des clubs » (G7, G20, BRICS...) dans la reconstitution d'un multilatéralisme aujourd'hui sanctifié, mais toujours aussi difficile à définir.

politique étrangère

Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2019

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif **Étranger HT** et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :
Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 065 095

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité ou, à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>